

CENTRE JACQUES CARTIER
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
26 place Bellecour 69002 LYON

Déclarée à la préfecture du Rhône
Au *Journal officiel* du

STATUTS

ARTICLE 1 - DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de **CENTRE JACQUES CARTIER**.

ARTICLE 2 - OBJET

Cette association a pour objet l'animation et la dynamisation des écosystèmes scientifiques, universitaires, culturels et économiques du Québec/Canada et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes/France, ainsi que des villes de Lyon et Montréal, afin de les connecter, et d'engendrer les potentialités d'innovation par du maillage intelligent, et par l'organisation d'événements à haute valeur ajoutée tant au niveau du contenu que du potentiel de transfert.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à 26, place Bellecour - 69002 LYON.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire de la Métropole de Lyon par simple décision du comité exécutif ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose :

- Des membres fondateurs

Sont considérées comme telles, les personnes qui ont participé à la constitution de l'association, à savoir :

- La Fondation pour l'Université de Lyon, fondation reconnue d'utilité publique abritante, agissant pour le compte de la Fondation CJC FRANCE, fondation sous égide, dont le siège est sis –210, avenue Jean Jaurès 69007 LYON ;
- La Fondation du Centre Jacques Cartier organisme sans but lucratif, de droit québécois, ayant son siège 1000, rue de la Gauchetière Ouest – MONTREAL – H3B 5H4 – QUEBEC – CANADA ;

- Des membres actifs

Peut devenir membre actif toute personne morale à but non lucratif, dont la demande est agréée par l'ensemble des membres fondateurs, sur proposition du Comité exécutif.

Ils participent aux activités de l'association et versent annuellement une cotisation dont le montant est fixé chaque année par le comité exécutif.

ARTICLE 6 - PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre de l'association se perd :

- par démission adressée par lettre au président de l'association ;
- par disparition, liquidation ou fusion;
- en cas de non-paiement de la cotisation annuelle ;
- par radiation décidée par le comité exécutif pour non-paiement de la cotisation annuelle après un rappel demeuré impayé ;
- en cas d'exclusion décidée par le comité exécutif pour motif grave, le membre intéressé ayant été préalablement invité à fournir ses explications.

ARTICLE 7 – ORGANISATION

Les structures du CENTRE JACQUES CARTIER sont les suivantes :

- Une assemblée générale
- Un Comité Exécutif
- Un Président
- Un Vice-président
- Un Trésorier
- Un Secrétaire
- Un Directeur Général
- Un comité scientifique et de programmation
- Un comité de surveillance
- Un comité des partenaires.

ARTICLE 8 - RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations versées par les membres qui en sont redevables ;
- des subventions qui peuvent lui être accordées par l'Etat et autres collectivités publiques
- des dons manuels, notamment des membres fondateurs et dans le cadre du mécénat;
- des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;
- des capitaux provenant des économies réalisées sur son budget annuel ;
- de toute autre ressource autorisée par la loi ;

ARTICLE 9 - COMPTABILITE

Il est tenu au jour le jour une comptabilité des deniers par recettes et par dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité matières.

La comptabilité est tenue selon les règles légales, dans les conditions définies aux articles L.612-1 à L.612-3 du Code de commerce, avec établissement d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe, conformément au plan comptable en vigueur.

ARTICLE 10 - ASSEMBLEES GENERALES

10.1 – Composition des assemblées générales

Les assemblées générales se composent de tous les membres de l'association.

Chaque membre, personne morale, notifie à l'Association Centre Jacques Cartier, l'identité de la personne physique habilitée à le représenter. En cas de vacance dudit représentant, le membre concerné en informe sans délai l'Association et lui notifie l'identité du nouveau représentant personne physique.

L'Assemblée Générale élit les membres du Comité Exécutif, sur présentation des membres fondateurs, étant précisé que chacun des membres fondateurs propose les candidats pour la moitié des sièges du comité exécutif.

Les décisions sont obligatoires pour tous. Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

Le vote par procuration est autorisé sans limitation de mandat, les pouvoirs en blanc étant attribués au Président.

Les mandats ne peuvent être remis qu'à un autre membre de l'association.

Le vote par correspondance est autorisé, selon les modalités fixées dans le règlement intérieur.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à main levée. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le Président ou par un des membres présents.

10.2 – Assemblée Générale Ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est convoquée au moins une fois par an, et chaque fois que nécessaire, par le Président ou à la demande de l'un des deux membres fondateurs. .

L'ordre du jour est fixé par le Président et est indiqué sur les convocations.

Les convocations doivent être envoyées au moins 15 jours à l'avance, par courrier simple, ou par voie électronique, par les soins du secrétaire.

Seuls les points indiqués à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une décision.

Seront ajoutées à l'ordre du jour, toutes les questions qui seront déposées par les membres 8 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, au secrétariat.

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du Président et sur la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Comité Exécutif.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont valablement prises si la majorité des membres sont présents ou représentés.

A cet effet, il est tenu une liste des membres que chaque personne présente émerge en son nom propre et pour la ou les personne(s) qu'elle représente, si le vote par procuration est possible.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, en l'absence d'opposition de l'un des membres fondateurs.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Seuls ont droit de vote les membres à jour de leur cotisation au jour de l'assemblée.

10.3- Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire a seule compétence pour modifier les statuts, décider la dissolution de l'association et l'attribution des biens de l'association, sa fusion avec toute autre association poursuivant un but analogue, ou son affiliation à une union d'associations, proposée par le comité exécutif.

Elle doit être convoquée spécialement à cet effet, par le Président ou à la requête de l'un des membres fondateurs ou de la moitié des membres de l'association dans un délai de 15 jours avant la date fixée.

La convocation doit indiquer l'ordre du jour et comporter en annexe le texte des délibérations proposées.

Elle doit être composée de la majorité des membres présents ou représentés, ayant le droit de vote aux assemblées.

Chaque membre présent ne peut détenir plus d'un pouvoir de représentation. Une feuille de présence est émarginée et certifiée par les membres du bureau.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité de trois quart des membres présents ou représentés et en l'absence d'opposition de l'un des membres fondateurs.

ARTICLE 11 – COMITE EXECUTIF

- Composition

L'association est administrée par un comité exécutif, composé de huit à douze membres.

Les membres du Comité Exécutif sont élus par l'assemblée générale sur proposition des membres fondateurs conformément à l'article 10.1 des présents statuts.

Le comité exécutif est présidé par le Président de l'association.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

Les membres du Comité Exécutif sont élus pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois.

En cas de vacance, le Comité pourvoit provisoirement au remplacement du ou des membres, sur proposition du membre fondateur qui avait présenté la candidature retenue au siège devenu vacant. Le remplacement définitif intervient à la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

En cas d'arrivée au terme de leur mandat et, à défaut de nouvelles élections, les membres du Comité exécutif, et, en particulier le Président restent en fonction jusqu'à l'élection suivante afin que l'association soit toujours pourvue des organes ayant le pouvoir de la représenter, de diriger les affaires et d'agir en son nom.

Le Directeur Général, participe aux réunions du comité exécutif avec voix consultative.

En l'absence du Président, le Vice-Président préside le comité exécutif.

Les premiers membres de droit du comité exécutif sont :

- sur proposition de la Fondation CJC Québec :
 - Monsieur Pierre Marc Johnson, né le 5/07/1946 à Montréal, domicilié au 1509 Sherbrooke ouest Montréal QC Canada ;
 - Madame Ruby Heap, née le 20/02/1955 à Montréal, domiciliée au 111-606 Echo Drive, Ottawa, Ontario, Canada ;
 - Monsieur Robert Olivier, né le 3 octobre 1953 à Montréal domicilié au 717 Desmarchais Montréal QC, Canada ;
 - Monsieur Daniel Coderre, né le 22/10/1953 à Thetford Mines, domicilié au 27 chemin du Godendard, Lac-Beauport, QC Canada ;
 - Monsieur Guy Jobin, né le 20/05/1966 à Québec, domicilié au 172 rue Georges Vannier Montréal, QC, Canada ;
- sur proposition de la Fondation CJC France :
 - Monsieur Stéphane MARTINOT, né le 6 novembre 1964 à VERNON (27), demeurant 92, rue Pasteur – 69007 LYON ;
 - Monsieur Marc BERTHOD, né le 30 avril 1958 à DIJON (21) demeurant 19, boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON ;
 - Monsieur Stéphane FLEX, né le 5 avril 1977 à PARIS (75014), demeurant 60 avenue Jean Mermoz – 69008 LYON ;
 - Monsieur Jacques SAMARUT, né le 2 septembre 1949 à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (69), demeurant 46, allée d'Italie – 69007 LYON ;
 - Monsieur Bernard SINOUE, né le 22 mars 1949 à RAON L'ETAPE (88), demeurant 17, rue Bourgelat – 69002 LYON ;

- Réunions du Comité Exécutif

Le Comité Exécutif se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois par an sur convocation du Président précisant l'ordre du jour.

Les convocations sont adressées par courrier simple ou électronique au minimum dix jours avant la date fixée.

Les membres du Comité Exécutif peuvent demander l'inscription de questions à l'ordre du jour. Dans cette hypothèse, la demande doit parvenir à l'association au moins cinq jours avant la date de la réunion.

Le Comité Exécutif peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

Le vote par procuration est autorisé sans limitation de mandats, les pouvoirs en blanc étant attribués au président.

Les mandats ne peuvent être remis qu'à un autre membre du Comité Exécutif.

Le vote par correspondance est autorisé, selon les modalités fixées dans le règlement intérieur.

Tout membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

La présence de six des membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions du Comité Exécutif sont consignées dans des procès-verbaux signés par la personne qui a présidé le Comité Exécutif et le secrétaire.

Les membres du Comité Exécutif ayant voix délibérative exercent leurs fonctions à titre gratuit. Cependant les frais exposés par les membres du Comité Exécutif pour l'accomplissement de leur mandat peuvent donner lieu à remboursement, sur justificatifs.

- Attribution du Comité Exécutif

Le Comité Exécutif élit parmi ses membres:

- Un Président,
- Un Vice-Président,
- Un Trésorier,
- Un Secrétaire,

Le Comité Exécutif se voit confier les attributions suivantes :

- Il élabore avec le soutien du comité scientifique et du comité des partenaires, la stratégie, le programme et le plan d'action de l'Association ;
- Il prépare le budget annuel de fonctionnement de l'Association ;
- Il établit, en tant que de besoin, le règlement intérieur de l'Association ;
- Il exécute les décisions de l'assemblée générale ;
- Il arrête les comptes annuels et établit le rapport présentés à l'assemblée générale ;
- Il propose l'agrément des membres et fixe le montant des cotisations ;
- Il prononce la radiation des membres ;
- Il nomme le Directeur Général, sur proposition du Président ;
- Il décide de l'embauche et du licenciement du personnel de l'Association.

Le comité exécutif peut consentir toute délégation de pouvoirs pour une question déterminée et un temps limité.

ARTICLE 12 VISIO CONFERENCE – VOTE A DISTANCE

Tout associé ou membre du comité exécutif peut également participer aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires ou réunions du Comité Exécutif par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par la loi et règlements qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

ARTICLE 13 – PRESIDENT - VICE-PRESIDENT – TRESORIER - SECRETAIRE

13.1 – Le Président

Le Président est élu par le Comité Exécutif à la majorité simple pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

Il est le Président de l'Association et du Comité Exécutif.

Les fonctions du Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit par décision du comité exécutif.

Le Président peut être révoqué par décision de l'assemblée générale sur proposition du comité exécutif.

Il est chargé d'exécuter les décisions de l'Assemblée et du Comité Exécutif et d'assurer le bon fonctionnement de l'association.

Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions.

Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du comité exécutif.

Le Président convoque les assemblées générales et les réunions du Comité Exécutif.

Il préside toutes les assemblées et les réunions du Comité Exécutif.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par le Vice-président, et en cas d'empêchement de ce dernier, par le membre le plus ancien ou par tout autre membre spécialement délégué par le comité.

Il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

Il peut déléguer à un autre membre, au Directeur Général, à un permanent de l'association ou toute personne qu'il jugera utile, certains des pouvoirs ci-dessus énoncés.

Toutefois, la représentation de l'association en justice, à défaut du président, ne peut être assurée que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

13.2 Le Vice-président

Le Vice-président est élu par le Comité Exécutif parmi ses membres pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Les fonctions de Vice-président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Vice-président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit par décision du Comité Exécutif.

Le Vice-président peut être révoqué par décision de l'assemblée générale prise sur proposition du Comité Exécutif.

Le Vice-président assiste le Président dans l'accomplissement de ses fonctions.

Le Vice-président participe à l'assemblée générale, au Comité Exécutif, au comité scientifique et au comité des partenaires, avec voix consultative.

13.3 - Le Secrétaire

Le Secrétaire, nommé par le Comité Exécutif, pour une durée de trois ans, renouvelable une fois, est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige les procès-verbaux de réunions des assemblées et du Comité Exécutif et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité. Il tient le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901, et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901. Il assure l'exécution des formalités prescrites par lesdits articles.

13.4 - Le Trésorier

Le Trésorier, nommé par le Comité Exécutif, pour une durée de trois ans, renouvelable une fois, est chargé de la gestion de l'association, perçoit les recettes, effectue les paiements, sous le contrôle du président. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations et rend compte à l'assemblée générale qui statue sur la gestion.

Toutefois, les dépenses supérieures à un montant fixé par le Comité Exécutif doivent être autorisées par le Comité Exécutif et ordonnancées par le Président ou, à défaut, en cas d'empêchement, par tout autre membre du bureau.

Les achats et ventes de valeurs mobilières sont effectués avec l'autorisation du Comité Exécutif.

Le Trésorier fait ouvrir et fonctionner au nom de l'association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

ARTICLE 14 – LE DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général est désigné, sur proposition du Président, par les membres du Comité Exécutif.

Il est nommé pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Les fonctions du Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit par décision du Comité Exécutif.

Le Directeur Général peut être révoqué par décision du Comité Exécutif.

Le Directeur Général met en œuvre les décisions de l'assemblée générale et du Comité Exécutif sous l'autorité de ce dernier. Il dispose des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa responsabilité, par délégation du Président prise dans le cadre de l'article 13.1

Le Directeur Général participe à l'assemblée générale, au Comité Exécutif, au comité scientifique et au comité des partenaires, avec voix consultative.

ARTICLE 15 – COMITE SCIENTIFIQUE ET DE PROGRAMMATION

Le comité scientifique est composé d'un maximum de 6 membres nommés par le Comité Exécutif, pour une durée de trois ans, renouvelable une fois.

Il est co-présidé par deux personnes désignées par le Comité Exécutif, sur proposition chacune d'un membre fondateur.

Il est réuni au moins une fois par an par le Directeur Général. Il statue sur les orientations stratégiques des Entretiens Jacques Cartier notamment en sélectionnant les conférences proposées en vue de la programmation des Entretiens Jacques Cartier.

Ce Comité a aussi la charge de la relation avec les établissements dans ce qui a trait aux remises de Doctorat Honoris Causa.

Le Président ou son représentant et le Directeur Général participent aux réunions du comité avec voix consultative.

ARTICLE 16 – COMITE DES PARTENAIRES

Le Comité des partenaires est composé de l'ensemble des personnes morales et physiques ayant soutenu financièrement l'activité de l'association, par l'intermédiaire de ses membres, au cours de l'exercice ou de l'exercice précédent.

Il est réuni au moins une fois par an par le Président qui l'informe de l'activité passée et future de l'association et sollicite l'avis de ses membres, notamment, sur l'organisation d'événements, la recherche de financements et les actions à mener pour favoriser le développement de l'Association.

Il est aussi en charge de proposer au Comité Exécutif des événements faisant appel au soutien des membres notamment dans la recherche de participation aux Entretiens Jacques Cartier de personnalités éminentes.

Les membres du Comité Exécutif et le Directeur Général en sont membres de droit.

ARTICLE 17 – COMITE DE SURVEILLANCE

Le Comité de surveillance est composé de 5 à 7 membres représentant les organismes publics et les institutions économiques soutenant financièrement l'association.

Les membres sont nommés par le Comité Exécutif pour une durée de trois ans renouvelable une fois, sur proposition des organismes et institutions visés à l'alinéa précédent.

Le Comité de surveillance est présidé par le Trésorier qui en est membre de droit.

Le Comité de surveillance s'assure de la bonne tenue des comptes et du suivi du plan budgétaire.

Le Comité de surveillance établit chaque année un rapport présenté au Comité Exécutif et lors de chaque assemblée générale annuelle.

ARTICLE 18 - GRATUITE DU MANDAT

A l'exception du Directeur Général qui peut être rémunéré sur décision du Comité Exécutif, les membres du Comité Exécutif ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles, selon des modalités établies dans le règlement intérieur. A défaut, ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du Comité Exécutif, statuant hors de la présence des intéressés ; des justifications doivent être produites qui font l'objet de vérifications.

Les agents rétribués de l'association peuvent être appelés par le Président à assister, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale, du Comité Exécutif et de toute autre instance de l'association.

ARTICLE 19 - DISSOLUTION

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou judiciaire, l'assemblée extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations et résolutions des assemblées générales sont établies sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le Président et le Secrétaire et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'association.

ARTICLE 21 - REGLEMENT INTERIEUR

Le Comité Exécutif peut, s'il le juge nécessaire, établir un règlement intérieur destiné à déterminer les détails d'exécution des présents statuts.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

ARTICLE 22 - FORMALITES

Le Président, au nom du bureau, est chargé de remplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

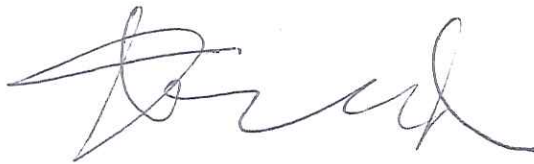
Le Comité Exécutif peut donner mandat exprès à toute personne de son choix pour accomplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Ils ont été établis en autant d'exemplaires que de parties intéressées, dont un pour la déclaration et un pour l'association.

Le 28 avril 2016

Les Fondateurs

Pour la Fondation CJC Québec
Le Président



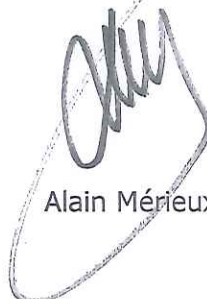
Jacques Laurent

Pour la Fondation pour l'Université de Lyon
agissant pour le compte de
la Fondation CJC France
Le Président



Bernard Bigot

En présence du
Président du Comité exécutif de
La Fondation CJC France



Alain Mérieux